

## Secours Islamique France (SIF)

Le Secours Islamique France est une organisation non gouvernementale indépendante, humanitaire et à but non lucratif. Fondé en 1991 en France, il est engagé dans l'assistance humanitaire et l'aide au développement au niveau international, ainsi que dans l'assistance sociale en France. Par ses actions, il répond aux besoins essentiels des populations les plus vulnérables, guidé par la solidarité et le respect de la dignité humaine et par les principes humanitaires de neutralité, d'indépendance et d'impartialité. Le SIF est signataire du Code de conduite de l'IFRC.



# COMMENT L'EAU NOUS NOURRIT ?

*Ce document présente les liens entre accès et gestion de l'eau, et sécurité alimentaire, les défis de l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), décrit l'approche et les actions du Secours Islamique France (SIF) et propose des recommandations pour renforcer et accélérer la réponse.*

## Eau et alimentation : interconnexion, défis et solutions

Alors que les Etats se sont engagés à atteindre un [accès universel aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène \(EAH\)](#) ainsi qu'à [éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire](#) pour toutes et tous d'ici à 2030 (Objectifs de Développement Durable - ODD 2 et 6), les chiffres sont alarmants :

- Encore 2,2 milliards de personnes, soit 1 personne sur 4 au niveau mondial, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable gérés en toute sécurité[1].
- 2,4 milliards de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022 (29,6 % de la population mondiale)[2].
- En 2020, 1,2 milliard de personnes vivaient dans des zones agricoles où les sécheresses sont très fréquentes[3].
- En 2023, ce sont 1,84 milliard de personnes qui ont été affectées par la sécheresse, dont 4,7 % de façon « sévère » ou « extrême »[4].
- Les pressions croissantes sur les ressources en eau menacent à la fois la sécurité alimentaire mondiale et les écosystèmes[5].

Les ODD 2 et 6 sont étroitement interdépendants : assurer un accès universel à une eau potable et à des installations d'assainissement sûres est crucial pour éliminer la faim, tandis que reconnaître l'importance de l'eau dans la production alimentaire et la sécurité alimentaire (et intégrer cette dimension dans les politiques et les programmes de développement) est essentielle pour atteindre l'ODD 6 (et 2).

[1] Rapport du Joint Monitoring Program 2023, OMS/UNICEF

[2] Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, FAO, 2023

[3] Rapport 2020 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI), FAO

[4] Rapport « Aperçu de la sécheresse dans le monde en 2023 », Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, 2023

[5] Rapport 2020 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI), FAO

La convergence des défis liés à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau induit une réflexion essentielle pour appréhender les complexités de la gestion des ressources naturelles et la réalisation des droits humains. Cela nécessite une approche holistique axée sur les droits humains pour garantir un avenir où chaque individu peut pleinement bénéficier de ses droits reconnus à une alimentation adéquate et à l'eau potable, indépendamment de son contexte socio-économique ou géographique.

Le fonctionnement efficace des systèmes alimentaires dépend largement de la disponibilité en eau. L'agriculture irriguée représente 70% de la consommation d'eau douce à l'échelle mondiale[6]. 78% de l'eau utilisée pour l'agriculture est ce que l'on appelle de l'eau verte. Elle utilise aussi de l'eau bleue à hauteur de 22%, qu'elle prélève directement dans les cours d'eau et les nappes, pour irriguer.



i

En fonction de leur origine et de leur utilisation, les différentes catégories d'eau se voient traditionnellement attribuer une couleur spécifique :



L'eau bleue provient des cours d'eau, des lacs et des eaux souterraines.



L'eau verte est issue de la pluie qui s'infiltre dans les sols, se retrouve dans la terre et s'évapore ensuite à partir de la végétation, notamment des forêts, des prairies et des cultures non irriguées.



L'eau grise correspond aux eaux usées domestiques, agricoles, industrielles, etc., qui sont rejetées dans les milieux naturels sans traitement.[7]

De la production agricole à l'industrie alimentaire en passant par la consommation finale, l'eau est une composante essentielle de chaque étape de la chaîne alimentaire.

Depuis le début du 20e siècle, la consommation mondiale d'eau pour l'agriculture a été multipliée par six [8], entraînant une forte augmentation des prélèvements d'eau, supérieure au rythme de croissance démographique. Cette expansion a contribué à la dégradation alarmante d'un tiers des sols, selon l'IPBES, en raison de l'érosion hydrique, de la salinisation, de la pollution et de la perte de biodiversité.

Comme l'énergie, l'eau est un élément indispensable au bon fonctionnement de nos systèmes économiques modernes de production et de consommation.

La faim et la malnutrition peuvent être aggravées par un accès insuffisant à l'eau potable et à des infrastructures d'assainissement adéquates. Les maladies hydriques, comme la diarrhée, résultant de ce manque d'accès, réduisent l'absorption des nutriments essentiels, compromettant ainsi la santé et la nutrition des populations. De plus, la dégradation de la qualité de l'eau, due à la pollution et aux eaux usées, a des répercussions importantes sur la santé, augmentant le risque de malnutrition, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans.

[6] Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau, UN-Water 2022

[7] Brokman, I., & Descollonges, C. (2024). L'eau, Fake or not ? Repenser notre gestion de l'eau sans fake news : économies et partage de l'eau, amélioration de la qualité de l'eau, restauration du cycle hydrologique. Tana

[8] Ibid.

L'eau joue un rôle vital dans la sécurité alimentaire, influençant directement la santé, la production agricole et les revenus. Les politiques de gestion de l'eau doivent adopter une approche multisectorielle pour prendre en compte ses impacts, et l'intégrer pleinement dans les stratégies de sécurité alimentaire.

L'agriculture, en tant que gestionnaire de la biosphère, est primordiale pour l'approvisionnement alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles. Elle offre des services environnementaux tout en créant des emplois et des richesses. Une gestion optimisée de l'eau dans ce secteur apporte de nombreux avantages : séquestration du carbone [9], réduction de la pauvreté, amélioration de la fertilité des sols, prévention des inondations et des sécheresses, ainsi que sécurisation de l'approvisionnement en eau pour toutes et tous.



© SIF

**L'eau est le socle fondamental du bon fonctionnement des écosystèmes et des moyens de subsistance humains. Comment garantir à la fois la sécurité hydrique et alimentaire ?**



© SIF

[9] La séquestration du carbone est un processus de stockage à long terme et de façon durable du dioxyde de carbone (CO2) pour le maintenir hors de l'atmosphère. Cette capture peut se produire naturellement ou être réalisée à l'aide de technologies, le but étant la réduction des gaz à effet de serre pour ainsi limiter le phénomène des changements climatiques (Coopérative carbone, La Rochelle - "La séquestration carbone, c'est quoi ?").

# L'irrigation pour l'alimentation : utiliser et protéger les ressources

Depuis les débuts de l'humanité sur les terres fertiles des rivières et des vallées, l'eau et l'agriculture ont entretenu un lien indissociable, façonnant l'histoire des civilisations. Des rives fertiles de la Mésopotamie antique aux plaines irriguées de la vallée du Nil, jusqu'aux champs modernes équipés de systèmes d'irrigation sophistiqués, l'eau a toujours été une pierre angulaire de l'agriculture.

Souvent utilisée en complément de l'irrigation pluviale, l'irrigation vise à augmenter les rendements et à prolonger la saison de croissance des cultures. Entre 30 et 60 % de l'eau [10] d'arrosage s'évaporent avant de bénéficier aux cultures, révélant les défis persistants en termes d'efficacité et de gestion de l'eau dans l'agriculture irriguée.

➔ Par son expertise, le SIF encourage l'adoption de pratiques agricoles et de technologies qui permettent une utilisation plus efficace de l'eau dans la production alimentaire, telles que l'irrigation goutte à goutte [11], la gestion rationnelle de l'eau et la réutilisation des eaux usées traitées.



## Le SIF agit à Gaza pour le traitement et la réutilisation des eaux usées

*[activités en arrêt depuis octobre 2023 suite au conflit]*

Une grave crise de l'eau touche la bande de Gaza, où 97% de la ressource est impropre à la consommation et les quelques stations d'épuration sont surchargées. Sur place, le SIF a développé un projet de recyclage des eaux usées, plaçant la gestion circulaire de l'eau au premier plan de son approche. Depuis 2018, les équipes ont installé des unités de traitement des eaux usées en faveur de 370 familles vulnérables, non desservies par le réseau public.

L'objectif est de réutiliser ces ressources pour l'irrigation des cultures agricoles (serres maraîchères et vergers) et les chasses d'eau des toilettes, assurant ainsi la sécurité alimentaire et l'hygiène domestique.

L'accent mis par le SIF sur les programmes de formation et de sensibilisation sert de modèle pour intégrer la gestion circulaire de l'eau dans le tissu de la vie communautaire, promouvant des pratiques durables et réduisant la dépendance aux sources d'eau conventionnelles.

Le projet a non seulement entraîné une réduction de 42 % des factures d'eau des ménages, mais a également entraîné des améliorations significatives en matière de santé, d'hygiène et de production agricole. Plus de 1800 bénéficiaires ont témoigné des avantages tangibles de cette initiative, renforçant ainsi la résilience communautaire. Ce succès multifacette met en évidence le potentiel de la gestion circulaire de l'eau pour relever des défis interconnectés.

[10] L'eau et les activités agricoles, Planet Vie, Ecole Normale Supérieure.

[11] Le goutte-à-goutte est une technique plus précise et économe en eau. Elle achemine de l'eau sous faible pression à travers des tuyaux suspendus, posés au sol ou enterrés, permettant aux plantes de recevoir de l'eau directement au niveau des racines de manière intermittente.

➔ Par son expertise, le SIF encourage de favoriser la revitalisation des zones irriguées existantes pour une gestion “eau-responsable” et adaptée au climat.



## Le SIF agit en Syrie pour la réhabilitation de canaux d'irrigation (Gouvernorats d'Alep, Rural Hama)

Pendant le conflit en Syrie, les infrastructures, et en particulier les canaux d'irrigation, ont été gravement endommagées, affectant profondément le tissu économique et social du pays. L'agriculture, pilier essentiel de l'économie syrienne, a été durement touchée. Les dégâts infligés aux systèmes d'irrigation ont empêché de nombreux agriculteurs de cultiver leurs terres, entraînant la perte de vastes superficies agricoles et une chute dramatique de la production. Cela a conduit à une détérioration des moyens d'existence de milliers de familles, exacerbant une crise alimentaire déjà critique.

En 2023, près de 50 % de la population syrienne était en situation d'insécurité alimentaire, et 70 % dépendaient de l'aide humanitaire, aggravé par une crise socio-économique multiforme due à l'inflation, les sanctions économiques, la pandémie de COVID-19 et les tremblements de terre récents. La sécheresse persistante, causée par des précipitations insuffisantes, a encore aggravé les difficultés agricoles, notamment dans une économie qui dépend fortement de l'agriculture pluviale. De plus, les infrastructures vieillissantes, le manque de maintenance régulière et la géologie des sols ont complexifié davantage la situation.

Face à cette crise, le Secours Islamique France (SIF), en partenariat avec le UNHCR, a lancé en 2021 un projet de réhabilitation de canaux d'irrigation, avec pour objectif de restaurer les moyens de subsistance des agriculteurs et de renforcer la résilience des communautés touchées. Près de 70 km de canaux ont été réhabilités, permettant ainsi de revitaliser les terres agricoles dans les gouvernorats d'Alep et de Hama. Ces actions ont directement contribué à améliorer la sécurité alimentaire en relançant les activités agricoles et en offrant des solutions durables aux défis de gestion de l'eau.

Le projet met l'accent sur la gestion circulaire de l'eau, un élément crucial dans un pays confronté à une pénurie croissante de cette ressource. En réhabilitant les canaux, en distribuant des engrais et des semences, et en formant les agriculteurs à des pratiques agricoles durables, le SIF a non seulement favorisé le relèvement rapide des terres agricoles, mais a également permis aux populations déplacées internes, aux personnes retournées et aux communautés hôtes vulnérables de gagner en autonomie et en résilience face aux multiples crises.

Le projet a également eu des répercussions positives sur l'emploi local, en créant des emplois à court terme pour la réhabilitation des infrastructures et en soutenant l'emploi à long terme dans le secteur agricole. En améliorant l'irrigation et en rendant les terres à nouveau cultivables, cette initiative a stimulé les rendements agricoles, contribuant ainsi à la stabilisation économique de ces régions et à la réduction de la pauvreté.



La gestion des ressources en eau, en particulier dans le domaine agricole, soulève des défis majeurs en matière de gouvernance locale. Différentes approches organisationnelles et modes de gouvernance peuvent contribuer à une meilleure gestion des eaux de surface et souterraines. Parmi elles figurent les systèmes traditionnels et coutumiers de gestion de l'eau d'irrigation, les associations d'usagers de l'eau, les marchés locaux de l'eau, ainsi que d'autres formes de gouvernance décentralisée.

➔ La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) [12] favorise l'adaptation aux changements climatiques et des pratiques agricoles durables. Elle permet non seulement de préserver cette ressource précieuse pour les générations futures, mais aussi de protéger les écosystèmes aquatiques, essentiels à la sécurité alimentaire globale. Les ressources partagées telles que l'eau peuvent être gérées durablement par les communautés locales grâce à une gouvernance décentralisée, des institutions adaptatives et un contrôle local des ressources. Les gouvernements régionaux et nationaux ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de systèmes institutionnels efficaces pour soutenir cette gestion locale des ressources.

Le SIF s'engage à assurer la durabilité des infrastructures d'approvisionnement en eau en collaborant étroitement avec les communautés et les comités locaux. Cette co-construction vise à garantir la faisabilité technique des projets et leur acceptabilité sociale, tout en prenant en compte l'ensemble des enjeux territoriaux, tels que les conflits potentiels liés à la ressource en eau et les questions foncières. L'intégration des projets de sécurité alimentaire avec des initiatives de génération de revenus dans le cadre du **nexus eau-énergie-alimentation** (voir focus page 17) stimule l'engagement des communautés dans la maintenance des infrastructures hydrauliques et favorise le développement. Pour garantir leur efficacité, ces interventions doivent non seulement assurer la durabilité des infrastructures, mais également renforcer les capacités des communautés en matière de gestion des ressources.

[12] GWP (2000), p. 24.



### Au Sénégal, les périmètres maraîchers mis en place par le SIF sont un exemple de bonne réussite d'un ouvrage.

L'implémentation d'activités génératrices de revenus, soutenue par l'établissement de postes d'eau autonomes—des installations qui fonctionnent indépendamment d'un réseau électrique centralisé, notamment grâce à des systèmes d'énergie renouvelable tels que des panneaux solaires—assure un accès régulier et fiable à l'eau potable, même dans des zones reculées. Ce type de système réduit non seulement les coûts énergétiques, mais contribue également à la durabilité de l'infrastructure en minimisant l'impact environnemental. En favorisant l'autonomie énergétique et en garantissant un approvisionnement en eau stable, ces initiatives incitent les communautés à s'investir dans l'entretien et la gestion de leurs infrastructures hydrauliques, renforçant ainsi leur capacité à maintenir ces installations sur le long terme. Cela améliore les conditions de vie et les perspectives financières des ménages. L'approche intégrée répond aux besoins essentiels d'accès à l'eau et de sécurité alimentaire tout en développant des projets de moyens d'existence, ce qui favorise l'autonomie des populations et la durabilité des infrastructures, gérées par des comités formés et suivis par les équipes du SIF.





Pakistan, 2022 / © SIF



**Au Pakistan, pour garantir la durabilité des infrastructures hydrauliques, la réhabilitation est accompagnée de formations destinées aux communautés pour assurer la maintenance.**

Ces formations portent non seulement sur la gestion des risques liés aux catastrophes et aux inondations, mais aussi sur le renforcement des capacités des institutions et des autorités chargées de la réduction des risques, en particulier dans les districts qui ne disposent pas encore de plans de gestion des risques de catastrophes.



**Au Mali, afin de renforcer les compétences des membres des comités en matière de gestion des infrastructures hydrauliques et d'assurer la pérennité des ouvrages, plusieurs formations ont été dispensées.**

Celles-ci ont abordé les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion d'eau potable, les mauvaises pratiques d'exploitation des points d'eau, la gestion durable des infrastructures modernes. Les sessions de formation ont inclus des outils de gestion visant à assurer la durabilité des caisses, des systèmes financiers conçus pour garantir le fonctionnement et l'entretien à long terme des infrastructures hydrauliques. Ces outils englobent des stratégies de collecte de fonds et de gestion des ressources financières, essentielles pour maintenir les installations en bon état et garantir un accès constant à l'eau potable. Pour renforcer la pérennité financière des infrastructures, des caisses communautaires sont établies afin de rassembler les fonds nécessaires à leur entretien et à leurs réparations. Gérées par des comités formés, ces caisses assurent un flux régulier de ressources pour couvrir les coûts d'entretien, prévenant ainsi la détérioration rapide des systèmes d'approvisionnement en eau. Les formations ont également abordé la politique de l'eau au Mali, les diverses approches d'alimentation en eau potable, ainsi que l'entretien des pompes à motricité humaine.



Pakistan, 2022 / © SIF

➔ **Le SIF assure la durabilité des infrastructures en s'engageant, dans ses projets d'approvisionnement en eau, à utiliser l'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH).**

L'ABDH intègre les principes des droits humains dans les politiques publiques et les programmes de développement, mettant l'accent sur le respect, la protection et la promotion de ces droits. L'ABDH va au-delà d'une simple focalisation sur les besoins pour garantir les droits de tous les citoyens et citoyennes, en s'attaquant aux causes profondes des violations des droits et en combattant les pratiques discriminatoires. Elle établit une responsabilité entre les détenteurs de droits et les détenteurs de devoirs, engageant les communautés à participer activement à la réalisation de leurs droits.

L'ABDH institue également des mécanismes pour la réalisation à long terme des droits, offrant une meilleure compréhension des causes profondes, rééquilibrant les relations de pouvoir et plaçant l'État au centre de la responsabilité.



© SIF



© SIF



Dans le cadre des activités du SIF, cette approche se concrétise par une implication communautaire intégrale. Au Nigéria, par exemple, avant la construction d'un forage, des assemblées communautaires sont organisées pour discuter des besoins en eau et recueillir les opinions des habitantes et habitants. Ces réunions permettent d'assurer que le projet répond aux attentes de la communauté et favorise un sentiment d'appropriation. Un comité de gestion du point d'eau (CGPE), également connu sous le nom de Water Users Committee (WUC), est ensuite élu par les membres de la communauté. Ce comité joue un rôle crucial dans la gestion quotidienne des installations, veillant à leur bon fonctionnement et à leur entretien. En outre, un mécanisme de plaintes et de rétroaction est mis en place pour garantir que les préoccupations des usagers soient entendues et prises en compte. Cela permet non seulement d'améliorer la qualité des services offerts, mais aussi de renforcer la confiance entre les membres de la communauté et les gestionnaires des infrastructures hydrauliques.



© SIF



L'accès à l'eau, à la terre et aux semences constitue un prérequis incontournable à l'agroécologie. Ils sont indispensables à la réalisation du droit à l'alimentation et doivent être régis selon une approche par les droits." [13]



© SIF

➔ L'ABDH, l'appui à la mise en place d'associations/organisations d'utilisateurs des réseaux d'eau potable, ainsi que des comités de gestion des forages, sont essentiels pour promouvoir une gouvernance locale inclusive. En favorisant la participation des utilisateurs et des citoyens dans les cadres de dialogue et de décision, c'est la qualité et la durabilité des services d'eau potable qui sont renforcées. L'objectif est de créer une gouvernance où les utilisateurs et les citoyens jouent un rôle actif dans la mise en œuvre, le suivi et le contrôle des services publics d'eau, en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés, notamment les pouvoirs publics. Cela garantit un service public d'eau de qualité, pérenne et accessible à toutes et tous, tout en favorisant la cohésion sociale locale grâce à un dialogue ouvert et des prises de décisions conjointes pour une gestion responsable de la ressource en eau.

## Ne laisser personne de côté : des impacts disproportionnés sur les populations les plus vulnérables

Les personnes les plus vulnérables, dus à des facteurs tels que le genre, l'âge [14], le handicap, le statut migratoire et l'origine ethnique, sont impactées de façon disproportionnée par la pénurie d'eau et l'insécurité alimentaire. Ces inégalités d'accès à l'eau et à l'alimentation reflètent bien souvent des disparités socio-économiques et géographiques, exacerbant les cycles de précarité et d'exclusion.

Les catastrophes, qu'elles soient liées aux changements climatiques ou aux conflits, entraînent chaque année le déplacement de plusieurs millions de personnes [15], compromettant ainsi l'accès aux services de base et aux droits humains. Ces déplacements forcés exposent les personnes à des risques accrus de discrimination [16]



Les effets du changement climatique se manifestent déjà dans de nombreuses régions, touchant particulièrement les communautés agricoles les plus vulnérables. Il est donc essentiel de soutenir la “petite agriculture”, qui désigne des exploitations agricoles de taille modeste, souvent familiales, où les agriculteurs et agricultrices dépendent de leurs propres ressources pour produire des aliments. Cette approche permet de valoriser les ressources en eau agricoles et pastorales, tout en favorisant un développement rural durable grâce à l'implication active des agriculteurs locaux. Garantir la propriété foncière, en particulier pour les agricultrices, et promouvoir les techniques et les connaissances locales sont des éléments cruciaux pour assurer une gestion efficace des ressources en eau et renforcer la sécurité alimentaire dans les zones rurales. Les femmes, souvent en première ligne face aux impacts du changement climatique, subissent des conséquences disproportionnées en raison de leur rôle central dans la production alimentaire et de leur accès limité aux ressources. En intégrant une perspective sensible au genre dans les stratégies d'adaptation au changement climatique, nous pouvons identifier les besoins spécifiques de chaque groupe de population. Cela nous permettra de concevoir des mesures d'atténuation et d'adaptation qui tiennent compte des réalités et des capacités respectives des communautés, tout en renforçant leur résilience face aux défis environnementaux croissants.

[14] Chez les enfants, qui sont les plus vulnérables et les plus touchés par la faim et les maladies hydriques, un sur cinq présente un retard de croissance avec des conséquences irréversibles sur le développement, et environ 45 millions sont émaciés. (Action Contre la Faim, 2023)

[15] En 2022, on recense 32,6 millions de déplacements internes associés à des catastrophes et 28,3 millions de déplacements internes associés à des conflits (Rapport IDMC, 2023).

[16] Pour en savoir plus, consultez notre rapport « Catastrophes, Changements climatiques et Déplacements : enjeux et recommandations. Madagascar, Somalie et Pakistan » : <https://www.securis-islamique.org/images/Nouveau-site/plaidoyer/2024/Etude-PDI-2024-web.pdf>



## ZOOM SUR LE GENRE

Les rôles traditionnels de genre assignent souvent aux femmes la responsabilité de la collecte de l'eau pour les besoins domestiques et agricoles. Dans 7 cas sur 10, les foyers sans point d'eau à domicile s'en remettent aux femmes et aux filles pour la collecte de l'eau [17]. Cependant, les femmes sont souvent exclues des décisions concernant la gestion de l'eau et de ses ressources. En intégrant une perspective de genre, il est possible d'identifier les obstacles spécifiques auxquels les femmes sont confrontées en matière d'accès à l'eau et concevoir des solutions adaptées pour promouvoir leur inclusion et leur participation active dans la gestion de l'eau. Dans de nombreuses régions du monde, les femmes jouent un rôle crucial dans la production alimentaire et agricole, contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire des ménages et des communautés.



© SIF



© SIF

Contrairement à notre représentation du monde agricole, 70% des agriculteurs en Afrique sont, en réalité, des agricultrices (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO). Cependant, elles sont souvent confrontées à des inégalités d'accès aux ressources productives telles que la terre et le foncier, les semences, les outils et les crédits agricoles. Elles représentent entre 45 et 80% des petits agriculteurs dans le monde pourtant elles ne possèdent que 2% des terres, selon la FAO. En intégrant une perspective de genre, il s'agit de réduire ces inégalités en garantissant un accès équitable aux ressources et en renforçant les capacités des femmes dans le domaine agricole. En effet, si les femmes avaient accès aux mêmes ressources (technologies, terrains, instruction, marché) que les hommes dans le domaine agricole, leur production augmenterait de 20 à 30% et permettrait même de réduire de 12 à 17% la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde et ferait croître la production agricole de 2,5 à 4% dans les pays en développement (rapport SOFA, 2011).

[17] Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2022 : gros plan sur le genre, Rapport conjoint OMS/UNICEF, 2023



© SIF



### Le SIF agit au Pakistan pour la réduction des inégalités de genre via des projets EAH

Dans le désert du Tharparkar au Pakistan, les conditions d'accès à l'eau sont particulièrement difficiles, aggravées par des sécheresses récurrentes. Les femmes et les jeunes filles sont responsables de l'approvisionnement en eau, devant souvent se rendre à des puits éloignés où la ressource est puisée manuellement. Cette tâche, à la fois pénible et chronophage, réduit inévitablement le temps consacré à l'éducation et au développement d'activités génératrices de revenus, renforçant ainsi les inégalités économiques et sociales.

Pour remédier à cette situation, le SIF a mis en place un système de pompes à eau à exhaure solaire, permettant de diminuer la pénibilité du travail et de limiter l'implication des enfants et des femmes dans cette tâche. Ce type d'infrastructure a donc réduit la vulnérabilité des femmes et des enfants, tout en améliorant la résilience générale de la communauté.

➔ Les changements climatiques aggravent les défis auxquels font face les populations vulnérables, les impactant de manière disproportionnée.

➔ Appréhender les enjeux d'eau et d'alimentation nécessite une prise en compte intersectionnelle des vulnérabilités, c'est non seulement une question de justice sociale et climatique, mais aussi une condition préalable à la réalisation des objectifs de développement durable.



Somalie, 2023 / © SIF



## ZOOM SUR LES IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR L'EAU ET L'ALIMENTATION

Les changements climatiques se manifestent principalement à travers l'eau : 9 catastrophes sur 10 sont liées à cette ressource. Ces événements ont des répercussions majeures sur les systèmes alimentaires, énergétiques, urbains et environnementaux. Malheureusement, cette tendance s'aggrave, altérant les cycles hydrologiques et intensifiant les phénomènes d'inondations et de **sécheresses**.



**Il existe plusieurs types de sécheresses, chacune avec ses propres caractéristiques.**

- **La sécheresse météorologique survient lorsque les précipitations sont inférieures à la normale. La sécheresse édaphique, également connue sous le nom de sécheresse agricole, se produit lorsque les fortes chaleurs entraînent une évaporation intense de l'eau des sols, la rendant inaccessible aux plantes.**
- **La sécheresse hydrologique se manifeste par une diminution des débits des cours d'eau, voire leur assèchement complet, suite à une prolongation du manque de pluie.**
- **En outre, nos activités humaines, notamment le prélèvement excessif d'eau, peuvent également induire une forme de sécheresse, qualifiée de sécheresse anthropique.**

En 2050, plus d'une personne sur deux dans le monde vivra dans des conditions de stress hydrique [18], exacerbées par les défis actuels liés aux changements climatiques, à la dégradation des sols, à la surexploitation des ressources en eau et la pollution. Ces pressions croissantes menacent, d'ores et déjà, la sécurité alimentaire mondiale en compromettant la production agricole et l'accès à l'eau potable pour des millions de personnes. Les sécheresses, les inondations et la salinisation des eaux (voir encadré) douces sont autant de conséquences des perturbations climatiques qui touchent de manière disproportionnée les populations vulnérables, notamment dans les pays du Sud.



### Le SIF agit au Pakistan pour l'adaptation aux changements climatiques

Dans la région aride de Tharparkar, les ressources en eau sont limitées et les sécheresses, exacerbées par les changements climatiques, reviennent tous les deux ou trois ans. Cette situation a des conséquences majeures sur l'accès à l'EAH, ainsi que sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations locales. On observe également une importante dégradation des terres et l'accentuation de la salinisation des nappes phréatiques\*\*, poussant les populations à des mécanismes d'adaptation négatifs, tels que la migration vers les zones urbaines.

Face à ces défis, l'action du SIF vise à réduire les vulnérabilités, à renforcer la résilience et à réduire ces mécanismes d'adaptation négatifs. Le projet comprend plusieurs volets, notamment l'amélioration de l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et d'hygiène, ainsi que la promotion de cultures agricoles résistantes à la sécheresse et aux hautes teneurs en sels.

Dans cette optique, le SIF met en place des initiatives novatrices telles que la réhabilitation des bassins d'eau naturels pour optimiser la collecte des eaux de pluie, la réhabilitation de puits équipés de pompes solaires, et l'établissement d'abreuvoirs séparés pour le bétail. De plus, le développement de systèmes d'irrigation économes en eau, adaptés aux conditions locales, est au cœur de l'intervention.

Le projet comprend des programmes de formation destinés aux agriculteurs locaux. Ces formations couvrent une gamme de sujets, allant de l'agriculture bio-saline à des pratiques agricoles plus généralement résilientes face aux changements climatiques. Les agriculteurs sont ainsi formés à des techniques innovantes, respectueuses de l'environnement, et renforçant le rendement de la production agricole telles que l'hydroponie et l'élevage de poissons, et sont encouragés à collaborer entre eux en s'inspirant des modèles d'exploitations réussies.

[18] UN-Water, Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2020 : l'eau et les changements climatiques, faits et chiffres, 2020.

Les communautés rurales dépendantes de l'agriculture pluviale sont particulièrement vulnérables aux sécheresses, tandis que les inondations détruisent les terres agricoles et les infrastructures d'approvisionnement en eau, aggravant l'insécurité alimentaire. Ces événements peuvent entraîner la vente de terres et d'animaux, accroissant le niveau d'endettement et provoquant un exode rural massif avec le déplacement de milliers de personnes. Dans les zones urbaines densément peuplées, la croissance démographique rapide et l'urbanisation non planifiée exacerbent la pression sur les ressources en eau et les infrastructures d'eau, d'assainissement et alimentaires, affectant particulièrement les populations pauvres des bidonvilles et des quartiers informels.



i

## C'est la goutte d'eau salée de trop!

La salinisation croissante des eaux douces constitue un défi majeur pour l'agriculture et l'accès à l'eau potable, réduisant la productivité des cultures et augmentant les risques sur la santé. Cette problématique touche environ 20% [19] des terres irriguées, menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes. L'eau salée est impropre à la consommation humaine. Cela met en danger la santé des populations, en particulier des femmes enceintes et des enfants.

La salinisation est exacerbée par les changements climatiques. Les variations de précipitations affectent les schémas de drainage des sols et l'écoulement des eaux souterraines, contribuant ainsi à l'accumulation de sel dans les sols et les sources d'eau. La salinisation impacte d'abord le développement des plantes, perturbant leur germination, leur croissance, leur reproduction et stérilise les sols.

Afin d'atténuer ces effets, des mesures d'adaptation sont nécessaires, notamment la promotion de pratiques agricoles durables.



Une composante essentielle de l'intervention du SIF dans la région du Tharparkar au Pakistan, est la création de fermes bio-salines, en partenariat avec les autorités locales, les communautés concernées et un centre de recherche. Ces fermes visent à adapter les pratiques agricoles aux contraintes de l'eau saumâtre, tout en assurant la sécurité alimentaire des habitants et en favorisant le développement économique à long terme de la région. Les fermes bio-salines sont des exploitations agricoles spécialisées dans la culture de plantes résistantes aux hautes teneurs en sel de l'eau, afin de produire des aliments tout en préservant les sols et l'eau.

En ce qui concerne la désalinisation, bien que cette technologie puisse fournir de l'eau potable dans les zones touchées, elle peut être coûteuse et énergivore, rendant difficile voire impossible son déploiement viable dans des zones rurales ou à petite échelle. Une approche plus durable privilégie une gestion raisonnée de la ressource en eau, incluant la réutilisation des eaux usées traitées, la collecte des eaux de pluie et d'autres alternatives plus respectueuses de l'environnement et durable.

[19] La carte mondiale des sols affectés par le sel, FAO, 2021.



## ZOOM SUR LA LUTTE DE L'UTILISATION DE L'EAU ET DE LA FAMINE COMME ARME DE GUERRE

Selon l'article 54 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux « il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usages des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que [...] les installations et réserves d'eau potable ». Toute action qui entrave l'accès à l'eau potable, endommage les infrastructures hydrauliques, entrave les efforts humanitaires pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau, ou perturbe le fonctionnement des installations de purification et de distribution d'eau potable, y compris la coupure d'alimentation électrique nécessaire à ces installations, constitue une violation flagrante du droit international humanitaire et du droit fondamental à l'eau potable.

La résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en 2018, a marqué une avancée significative en interdisant l'utilisation de la famine comme arme de guerre, reconnaissant ainsi le lien étroit entre sécurité alimentaire, eau et paix (et énergie). Ainsi énoncé en son préambule et paragraphe 1, cette résolution souligne la nécessité de protéger les populations civiles des privations extrêmes résultant du ciblage des infrastructures hydrauliques lors de conflits armés.



*« Conscient que les conflits armés ont des incidences sur la sécurité alimentaire qui peuvent être directes, [...] ou indirectes, [...] une restriction de l'accès aux biens nécessaires pour préparer les repas, y compris l'eau et les combustibles »*

*« Rappelle le lien entre les conflits armés et la violence et l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits et le risque de famine, et demande à toutes les parties à un conflit armé de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire pour ce qui est de respecter et de protéger les civils et de prendre toutes les précautions possibles pour épargner les biens de caractère civil, notamment les biens nécessaires à la production et à la distribution de denrées comme [...], les systèmes d'eau, [...], les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, [...] »*

**Résolution 2417 du Conseil de Sécurité des Nations Unies**



Dans de nombreux contextes de conflit, l'eau est utilisée comme un outil de coercition et de contrôle, avec des conséquences dévastatrices sur les besoins de base des populations et la réalisation de leurs droits.

L'utilisation de l'eau comme arme de guerre a des conséquences à long terme sur la sécurité alimentaire, la santé publique et l'environnement. Les infrastructures hydrauliques endommagées peuvent entraîner des pénuries d'eau à long terme, affectant la production agricole, la disponibilité des denrées alimentaires et la santé des populations locales. De plus, la contamination des sources d'eau potable par des substances toxiques ou des déchets de guerre peut avoir des effets dévastateurs sur la santé humaine et les écosystèmes.

Pour relever ces défis, il est impératif de renforcer la protection des infrastructures hydrauliques et de garantir un accès équitable à l'eau pour toutes et tous, conformément au droit international humanitaire. Les efforts visant à prévenir et à résoudre les conflits doivent également intégrer la dimension de l'eau et de la sécurité alimentaire, en promouvant des solutions durables et inclusives qui favorisent la cohésion sociale, la stabilité et le respect des droits humains et en garantissant un accès inaliénable de l'aide humanitaire.



- Pour mettre fin à toutes les entraves à la réalisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement et à la sécurité alimentaire, il est impératif de cesser immédiatement le ciblage et la destruction des infrastructures et de garantir la sécurité des lieux de distribution, de fournir un soutien technique et financier pour les réhabilitations et reconstructions, de ne pas entraver la circulation des matériaux et sources d'énergie nécessaires.





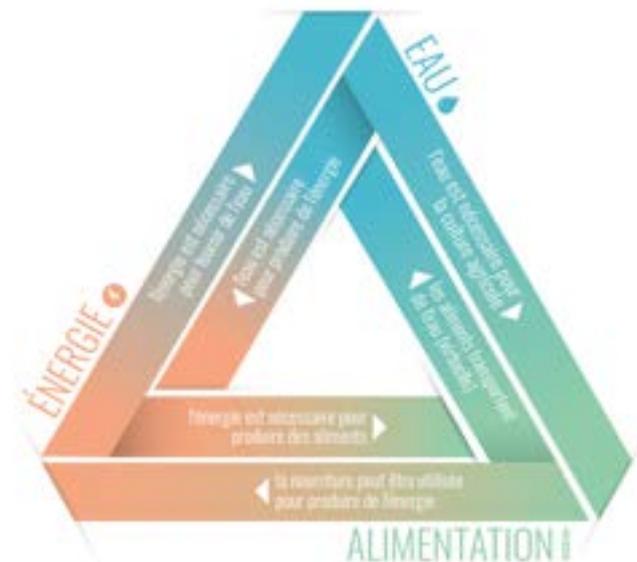
## ZOOM SUR LE NEXUS EAU-ALIMENTATION-ENERGIE

L'approche nexus eau-énergie-alimentation (Water-Energy-Food, WEF) a émergé sur la scène internationale dans les années 2010. La Conférence Nexus de Bonn en 2011 a joué un rôle clé, mettant en lumière comment cette approche peut renforcer la sécurité hydrique, énergétique et alimentaire en améliorant l'efficacité et en créant des synergies [20]

L'eau, l'énergie et l'alimentation sont des éléments fondamentaux pour le bien-être de l'humanité, la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable [21]. L'approche WEF permet une meilleure compréhension des complexités et des interdépendances entre l'environnement naturel et les activités humaines tout en favorisant une gestion plus coordonnée et une utilisation plus efficace et durable des ressources naturelles à toutes les échelles et dans tous les secteurs.

C'est un concept qui met en lumière la manière dont l'eau est utilisée dans la production alimentaire, depuis l'irrigation des cultures jusqu'à l'abreuvement du bétail, en passant par la transformation des aliments. Cette interconnexion souligne l'importance déterminante de l'eau et de l'énergie dans la sécurité alimentaire et dans la durabilité des systèmes alimentaires.

L'énergie est indispensable pour accéder à l'eau car elle alimente les pompes qui puisent l'eau des sources, les systèmes de traitement qui la rendent potable, les infrastructures de distribution, et les systèmes d'irrigation agricole.



Adapté et traduit de la présentation « Introduction au Nexus Eau-Energie-Alimentation », Nexus WEF, GIZ, 2018

En l'absence d'énergie, l'accès à l'eau devient extrêmement limité voire impossible. En l'absence de carburant/pétrole, l'acheminement de l'eau ou de la nourriture, le transport des équipes qui gèrent les infrastructures hydrauliques, l'approvisionnement des générateurs sont aussi impossibles. Dans certains contextes, les restrictions sur l'importation de matériaux nécessaires à la production d'énergie et au traitement de l'eau, ainsi que les politiques de qualification de « double usage » [22], créent des obstacles majeurs aux populations pour la réalisation de leurs droits. Sous prétexte de sécurité, les restrictions d'accès aux technologies essentielles telles que les panneaux solaires et les équipements de traitement de l'eau (chlore) entravent l'accès à l'eau potable, et le développement des populations. Il est impératif de lever ces obstacles politiques et économiques.



© SIF

[20] La FAO s'intéresse depuis 2012 au lien spécifique entre eau-énergie-alimentation et a lancé un programme de recherches techniques sur ce nexus. Une plateforme indépendante, la Plateforme Eau, Énergie et Sécurité Alimentaire, a même été créée dans le cadre du programme mondial "Dialogues régionaux Nexus", dirigé par la GIZ et financé par le BMZ et l'Union Européenne. Son objectif est d'intégrer le dialogue Nexus dans les politiques régionales, les décisions d'investissement et la politique de développement mondial. Pour ce faire, elle met en œuvre des Dialogues Régionaux Nexus visant à concrétiser ce concept à travers des recommandations politiques et des projets pilotes. <https://www.water-energy-food.org/fr/>

[21] Rapport le Nexus Eau-Energie-Alimentation : Une nouvelle approche pour soutenir la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, FAO, 2014

[22] La notion de "double usage" fait référence à la possibilité pour un matériau ou une technologie d'être utilisé à la fois à des fins civiles et militaires. A ce titre, leur exportation est soumise à autorisation. Dans le contexte des politiques de qualification de double usage, certains matériaux ou technologies peuvent être restreints ou contrôlés en raison de leur potentiel d'utilisation dans des applications militaires ou de sécurité nationale, même s'ils sont également utilisés pour des usages civils, tels que la production d'énergie ou le traitement de l'eau. Ces restrictions peuvent entraver l'accès des populations à des ressources essentielles et compromettre leurs droits fondamentaux.

➔ Le SIF agit particulièrement dans les communautés rurales, et son approche multisectorielle l'a amené à réaliser de nombreux projets EAH intégrés à la sécurité alimentaire mais s'appropriant également le nexus Eau – Energie - Alimentation.



Depuis 2014, le SIF a mis en place des points d'eau autonomes au Sénégal, au Mali, au Tchad, au Burkina Faso et à Madagascar, conçus pour soutenir des périmètres maraîchers gérés principalement par des groupements de femmes.

Cela contribue non seulement à la sécurité alimentaire, mais améliore également les revenus des ménages. En intégrant des systèmes d'exhaure solaire, le SIF assure un accès fiable à l'eau tout en préservant la nappe phréatique, ce qui est essentiel pour l'irrigation et le pastoralisme.

Ces projets incarnent le nexus eau-alimentation-énergie : l'accès à l'eau permet d'irriguer les cultures, ce qui augmente la production alimentaire, tandis que l'utilisation d'énergies renouvelables assure une autonomie énergétique pour les communautés. Cette synergie non seulement renforce la résilience économique, mais respecte aussi l'environnement, en minimisant l'impact écologique des activités agricoles.

En parallèle, le SIF se consacre à renforcer les capacités des communautés. Des cours d'alphabétisation sont proposés aux femmes pour les aider à gérer les activités, tandis que des formations sur l'entretien des infrastructures sont dispensées, avec un suivi à long terme. Les comités de gestion participent activement à l'amélioration des infrastructures, comme l'ajout de bornes fontaines et le lancement de nouvelles activités génératrices de revenus. Le SIF encourage également des pratiques agro-pastorales durables, contribuant ainsi à une gestion intégrée des ressources naturelles.





© SIF

## LES RECOMMANDATIONS DU SIF

Le SIF réitère toutes les recommandations énoncées dans la note « **Surmonter la crise de l'eau et de l'assainissement** », disponible ici :



- ✓ Les Etats doivent tout mettre en œuvre pour atteindre les ODD 2 et 6 et reconnaître les liens étroits entre droit à l'eau et droit à une alimentation adéquate.
- ✓ Les ressources en eau doivent être considérées comme un bien commun par les États et être gérées de manière équitable et durable dans un contexte de pression sur la ressource.
- ✓ Les Etats et usagers concernés doivent favoriser des pratiques agricoles durables et protéger, restaurer et conserver les ressources en eau.
- ✓ Les Etats doivent prioriser l'adaptation aux changements climatiques et assurer une justice climatique au travers des questions agricoles.



[plaidoyer@secours-islamique.org](mailto:plaidoyer@secours-islamique.org)

+33 1 60 14 14 14

[www.secours-islamique.org](http://www.secours-islamique.org)

